

Suppléants :

M. Mallet (Jean-Claude) ;
M. Quentin (Jean-Claude).

4^e Sur proposition de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) :

Titulaire :

M. Sauty (Gérard) ;

Suppléant :

M. Gourmelon (Armel).

5^e Sur proposition de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE- CGC) :

Titulaire :

M. Cambus (Claude) ;

Suppléante :

Mlle Ponsonnet (Julie).

Sont nommés membres du comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales en qualité de représentants des employeurs :

1^e Sur proposition du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires :

Mme Martin (Catherine) ;
M. Julien (Emmanuel) ;

Suppléants :

Mme Foulon (Chantal) ;
M. Dumont (Alain).

2^e Un représentant des entreprises publiques, sur proposition du MEDEF :

Titulaire :

M. Villeneuve (Robert) ;

Suppléante :

Mme Bedouet (Emmanuelle).

3^e Sur proposition de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et du patronat réel (CGPME) :

Titulaire :

M. Veysset (Jean-François) ;

Suppléant :

M. Tissie (Georges).

4^e Sur proposition de l'Union professionnelle artisanale (UPA) :

Titulaire :

M. Hurtaud (André) ;

Suppléant :

M. Lardin (Jean).

5^e Sur proposition de l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL) :

Titulaire :

M. Salustro (Edouard) ;

Suppléant :

M. Robert (Guy).

6^e Sur proposition de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) :

Titulaire :

M. Cochonneau (Claude) ;

Suppléant :

M. Brum (Arnold).

7^e Sur proposition de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles (CNMCCA) :

Titulaire :

M. Vidal (Jean-Claude) ;

Suppléant :

M. Renucci (Jean-Jacques).

Arrêté du 10 mars 1999 portant modification de l'arrêté du 7 mars 1994 relatif à la création et à la composition de la commission consultative des traitements de substitution de la toxicomanie

NOR : MESP9920897A

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale en date du 10 mars 1999, l'arrêté du 7 mars 1994 relatif à la création et à la composition de la commission consultative des traitements de substitution de la toxicomanie est modifié comme suit :

« Sont nommés membres de la commission :

« Docteur Lhomme, association Médecins du monde (Paris), en remplacement du docteur Aeberhardt ;

« M. Saout, président d'AIDES, en remplacement du docteur Marty-Lavauzelle. »

Arrêté du 15 mars 1999 relatif à une situation administrative (administration centrale)

NOR : MESG9910484A

Par arrêté du Premier ministre, de la ministre de l'emploi et de la solidarité et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en date du 15 mars 1999, M. Valéro (Daniel), administrateur civil affecté au ministère de l'emploi et de la solidarité, est affecté au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie en qualité de chargé de mission au service du contrôle d'Etat pour une durée de deux ans à compter du 14 décembre 1998, au titre de l'obligation statutaire de mobilité.

Arrêté du 18 mars 1999 portant cessation de fonctions d'un chef de service (professeurs des universités - praticiens hospitaliers)

NOR : MESH9920880A

Par arrêté de la ministre de l'emploi et de la solidarité et du secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale en date du 18 mars 1999, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de chef de service de M. Gerry (François), professeur des universités - praticien hospitalier au centre hospitalier et universitaire de Pointe-à-Pitre.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 15 mars 1999 portant nomination du président suppléant et des membres suppléants de la commission de conciliation obligatoire en matière foncière en Polynésie française

NOR : JUSB99100894

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 15 mars 1999, sont désignés en qualité de président suppléant et de membres suppléants de la commission de conciliation obligatoire en matière foncière en Polynésie française :

En qualité de président suppléant en cas d'empêchement ou d'absence de M. Thorel (José) : M. Calinaud (René), conseiller à la cour d'appel de Papeete.

Personne choisie que sa compétence et son expérience qualifient particulièrement pour l'exercice de ses fonctions :

En qualité de membre suppléant, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Maamaatuiaahutapu (Marc), dit Tevane (Maco) : Mme Devatine (Flora), secrétaire de l'Académie tahitienne.

Selon l'archipel concerné, personnes choisies en fonction de leur compétence et de leur connaissance particulière des problèmes fonciers locaux :

En qualité de membre suppléant, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Thuret (Gilles), administrateur territorial des îles-du-Vent et des Australes : M. Bourgeois (Paul), inspecteur du Trésor public à Papeete ;

En qualité de membre suppléant, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Tetahiotupa (Paul), administrateur territorial adjoint des îles Marquises : M. Tamarii (Julien, Tumuchitu), fonctionnaire à la subdivision de l'équipement des îles Marquises ;

En qualité de membre suppléant, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Ebb (Yannick), administrateur territorial des îles-sous-le-Vent : M. Amiot (Dominique), agent à la direction des affaires foncières, Tevaitao-Tumaraa ;

En qualité de membre suppléant, en cas d'empêchement ou d'absence de M. Monnot (René), administrateur territorial des Tuamotu-Gambier : M. Juventin (Noël, Louis, Maire), adjoint à l'administrateur territorial des Tuamotu-Gambier.

Arrêtés du 18 mars 1999 portant nomination d'huissiers de justice (officiers publics ou ministériels)

NOR : JUSC9920166A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 mars 1999, M. Salat (Jean-Marie, Dominique) est nommé huissier de justice à la résidence de Cannes (Alpes-Maritimes), en remplacement de la société civile professionnelle Alain Dulbecco, Claude Lachambre, huissiers de justice associés, dissoute.

NOR : JUSC9920169A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 mars 1999, M. Baudey (René-Pascal, Marie) est nommé huissier de justice à la résidence du Havre (Seine-Maritime), en remplacement de M. Pierron (Robert, Jean, Arsène), démissionnaire.

Arrêté du 18 mars 1999 relatif à une société en participation d'huissiers de justice (officiers publics ou ministériels)

NOR : JUSC9920168A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 mars 1999 :

Une société en participation d'huissiers de justice est constituée entre M. Demay (Jean-Paul, Saturnin), huissier de justice à la résidence d'Aubusson (Creuse), et M. Coinin (Stéphane), huissier de justice à la résidence d'Evaux-les-Bains (Creuse) ;

Cette société a pour dénomination sociale : « Société en participation d'huissiers de justice Jean-Paul Demay et Stéphane Coinin » ;

Le siège social de la société est fixé 2, place Maurice-Dayras, à Aubusson (Creuse).

Arrêtés du 18 mars 1999 relatifs à des sociétés civiles professionnelles (officiers publics ou ministériels)

NOR : JUSC9920167A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 mars 1999 :

Le retrait de M. Very (Jean-Jacques), huissier de justice associé, membre de la société civile professionnelle Jean-Jacques Very et Jean-Claude Prou, huissiers de justice associés, titulaire d'un office d'huissier de justice à la résidence de Bernay (Eure), est accepté ;

La raison sociale de la société civile professionnelle Jean-Jacques Very et Jean-Claude Prou, huissiers de justice associés, est modifiée comme suit : « Jean-Claude Prou, huissier de justice associé ».

NOR : JUSC9920170A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 18 mars 1999 :

M. Chetboun (Laurent, Daniel, Alexandre) est nommé huissier de justice associé, membre de la société civile professionnelle Jacques Isnard, Marie-Hélène Gros-d'Haillicourt et Jacques-Yves Philibert, huissiers de justice associés, titulaire d'un office d'huissier de justice à la résidence de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) ;

La raison sociale de la société civile professionnelle Jacques Isnard, Marie-Hélène Gros-d'Haillicourt et Jacques-Yves Philibert, huissiers de justice associés, est modifiée comme suit : « Jacques Isnard, Marie-Hélène Gros-d'Haillicourt, Jacques-Yves Philibert et Laurent Chetboun, huissiers de justice associés ».

Arrêté du 22 mars 1999 portant détachement (chambres régionales des comptes)

NOR : JUSA9910109A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 22 mars 1999, M. Thevenon (Eric), conseiller hors classe de chambre régionale des comptes, est détaché dans le corps judiciaire pour exercer des fonctions de magistrat du second grade à compter du 1^{er} mars 1999.

Arrêté du 25 mars 1999 portant détachement dans le corps judiciaire

NOR : JUSB9910108A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie en date du 25 mars 1999, M. Alibert (Bernard), maître de conférences à l'université Montpellier-II, est détaché dans le corps judiciaire pour exercer des fonctions de magistrat du premier grade, premier groupe, à compter du 1^{er} mars 1999.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Citation à l'ordre de la Nation

NOR : INTE9900068T

Le Premier ministre,
Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

Cite à l'ordre de la Nation :

M. Jacques Martin, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels au corps départemental de la Charente, d'un dévouement exemplaire et d'une grande conscience professionnelle, mort dans l'accomplissement de sa mission.

Fait à Paris, le 24 mars 1999.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :
Le ministre de l'intérieur,
JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT